



ARRETE MUNICIPAL n°2023-08

Portant interdiction de dépôts de déchets en dehors des emplacements autorisés

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L. 2224-13 et suivants,

Vu le code pénal et notamment les articles R.632-1, R.634-2, R.635-8 et R.644-2,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.311-1 et L.311-2,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.541-3,

Vu le règlement sanitaire départemental de la Savoie du 03 mars 1986,

Considérant qu'il est fréquemment constaté que les dépôts sauvages et déversements de déchets de toute nature, aussi bien sur le domaine public que privés, portent atteinte à la salubrité publique et à la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de garantir la propreté de la commune et qu'à cet effet, il est mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ;

Considérant que les habitants ont accès aux déchèteries de Grand-Lac ;

Considérant qu'il appartient au Maire, en tant qu'autorité de police municipale, de prendre dans les domaines de sa compétence, les mesures appropriées pour préserver la salubrité et la santé publique dans le ressort de sa commune, complétant et précisant sur le plan local les dispositions des lois et règlements en vigueur ;

Considérant qu'après le nettoyage des déchets par les services de la commune et lorsque le tier est connu, il appartient de lui facturer les frais d'enlèvement du dépôt sauvage ;

ARRETE

Article 1 : Il est formellement interdit de jeter, abandonner ou déposer à proximité des points de collecte de tri-sélectif, des conteneurs semi enterrés, ou sur les voies publiques, privées ouvertes à la circulation publique, des déchets de quelque nature qu'ils soient (ordures ménagères, papier, carton, plastique, matériaux, gravas...)

Article 2 : En cas d'infraction si l'auteur du dépôt est identifiable, celui-ci sera verbalisé, il lui sera également facturé les frais de nettoyage au tarif en vigueur votés par le conseil municipal.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté municipal donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal, en fonction de la gravité de l'infraction, et les contrevenants seront poursuivis conformément aux textes et lois en vigueur.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Préfecture de la Savoie
- Gendarmerie d'Aix-les-Bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 12 janvier 2023

Le Maire,
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 16/01/2023
Notifié à l'intéressé le : 16/01/2023
Certifié exécutoire le : 16/01/2023

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.